

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MERCREDI 27 AVRIL 2011

WOENSDAG 27 APRIL 2011

Après-midi

Namiddag

Le développement des questions commence à 16 h 05. La réunion est présidée par M. Hans Bonte.

01 Questions jointes de

- Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "un conflit d'intérêt sur la problématique du chlore dans les piscines" (n° 3772)

- Mme Annick Van Den Ende à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le parallèle entre l'asthme et l'eau chlorée dans les piscines" (n° 4018)

01.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Dans un avis que vient de publier le Conseil supérieur de la Santé, un expert remet en cause sa propre indépendance vis-à-vis de la problématique de la nocivité du chlore dans les piscines. Le Conseil supérieur de la Santé n'a pas jugé utile d'exclure celui-ci, compte tenu de l'expertise disponible en Belgique.

Estimez-vous que la pertinence de l'avis soit mise en cause par le conflit d'intérêt déclaré? Ne pensez-vous pas que l'on déroge ici aux règles de transparence, d'indépendance et de compétence?

01.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Le Conseil supérieur de la Santé a tenu à indiquer que certains experts liés à cet avis ont déclaré avoir des intérêts susceptibles d'amener une mise en doute de leur indépendance. Ces intérêts ont été évalués et considérés comme pouvant entraîner un risque de conflits d'intérêts. Néanmoins, compte tenu de l'expertise disponible en Belgique et des délais à respecter, il a été jugé que leur participation à l'élaboration de l'avis était nécessaire. Le collège a été dûment informé de cette situation et y a apporté une attention particulière.

Je trouve très bien que l'on ait travaillé de cette manière. Le Conseil aurait pu être plus explicite sur la nature de ce conflit d'intérêts. Il apparaît qu'il concernerait le professeur Nemery, co-organisateur et co-président d'un forum international organisé en août 2007 sur l'initiative de l'organisation européenne des producteurs de chlore. Le professeur Nemery n'a pas reçu d'honoraires personnels mais son unité de recherche de toxicologie pulmonaire a reçu une indemnité de 5 000 euros. La publication scientifique de ce forum a été publiée dans une revue internationale révisée par d'autres experts scientifiques en la matière.

De manière très correcte, le professeur Nemery a informé le collège de la possibilité d'un conflit d'intérêt le concernant. Le collège s'est porté garant de l'impartialité de l'avis, résultat du travail collectif de cinq experts. En décembre 2010, le Conseil a renforcé et formalisé cette procédure en matière de conflit d'intérêts. La règle générale prévoit qu'un expert en situation de conflit d'intérêts ne participe ni aux débats ni à l'élaboration de l'avis et qu'en raison de la taille de notre pays, du nombre d'experts disponibles et du caractère très spécifique de certaines matières, différentes procédures particulières sont prévues pour garantir l'impartialité de l'avis tout en pouvant compter sur une expertise de qualité.

La position exprimée par le professeur Van Laethem dans *Le Soir* constitue pour moi une référence. Celui-ci

ne cache pas qu'il est consulté par les firmes qui développent des vaccins ni que des essais cliniques sont pratiqués dans son hôpital. Cependant, il y a selon lui une différence entre être rémunéré ponctuellement pour une mission précise et être employé par une firme. Il vaut mieux déclarer ce type de liens et tenter d'en faire abstraction avec honnêteté quand on rend un avis à la puissance publique.

01.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): J'aimerais en savoir plus sur la modification apportée par le Conseil supérieur de la Santé en décembre 2010 pour garantir une plus grande indépendance.

01.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): La philosophie est celle que je vous ai expliquée.

01.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): C'est au fonctionnement général qu'il faut réfléchir, pour rendre l'expertise plus indépendante.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le SMUR psychiatrique" (n° 3785)

02.01 Reinilde Van Moer (N-VA): Le SMUR psychiatrique a fait sa première apparition en 1999 dans un avis du Conseil national des établissements hospitaliers. Le travail de réflexion a été poursuivi par Mme Aelvoet: le SMUR psychiatrique devait prendre la forme d'une équipe d'urgence médicale qui deviendrait le lien entre les centres de soins de santé mentale et les services d'urgence psychiatrique des hôpitaux. Début 2009, la ministre a annoncé la création de douze équipes mobiles de soins comptant cinq personnes, dont un psychiatre. Après un nouvel avis du Conseil national, l'initiative s'est concrétisée dans la note politique de fin 2009. Le budget s'élevait à 3,6 millions d'euros.

La ministre a décidé d'attendre encore un peu avant de procéder à l'implémentation parce que le secteur se préparait à une réforme radicale. En mars 2011, elle a déclaré dans la presse que le budget a été porté à 7,2 millions d'euros et que les premiers projets démarreraient. Parallèlement, la province de Namur a pris l'initiative de créer une "Équipe mobile d'écoute et d'intervention en santé mentale": une équipe de six assistants, dont un psychiatre, qui aident lors de situations de crise impliquant un patient psychiatrique.

L'initiative de la province de Namur correspond-elle à la politique de la ministre? Ce projet est-il financé à l'aide de l'enveloppe de 7,2 millions? Quand la décision d'augmenter le budget a-t-elle été prise? Une telle décision peut-elle être prise en affaires courantes? Le premier projet sera normalement lancé à l'hôpital Gasthuisberg de Louvain en juillet. Quel est le calendrier pour la suite?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Les projets article 107 s'adressent aux jeunes à partir de 16 ans et poursuivent cinq objectifs: la promotion des soins de santé mentale, le dépistage précoce de problèmes de santé mentale, la mise en place d'équipes thérapeutiques mobiles pour les problèmes de santé mentale aigus et chroniques, la constitution d'équipes de réhabilitation, la création d'unités intensives de traitement résidentiel pour les problèmes de santé mentale aigus et chroniques et le développement de types d'hébergement et de formules de séjour.

La province de Namur a, de sa propre initiative, constitué une équipe mobile de soins de santé mentale et en assure le financement intégral. Elle est disponible en permanence et intervient à la demande de médecins généralistes ou de travailleurs sociaux confrontés à des personnes souffrant de problèmes psychiques en situation de crise. Le fonctionnement de cette équipe est proche de celui des équipes mobiles mises en place pour un traitement intensif et de courte durée. Pour autant que la volonté existe, les projets article 107 coopèrent toujours avec toutes les initiatives existantes dans la région, mais je ne peux rien imposer dans ce domaine.

Les différents guides ont été signés lors de la conférence interministérielle du mois d'avril 2010 et 7,25 millions d'euros ont été libérés pour le financement de 10 projets. Le 1^{er} juin 2010, un appel a été lancé pour des projets pilotes; le 1^{er} novembre, 26 dossiers avaient été déposés, dont un ne remplissait pas les critères formels. Le 20 décembre, les 25 projets restants ont été adoptés. L'un d'entre eux était classé premier et a pu démarrer dès le 1^{er} janvier 2011.

Huit projets se trouvaient en deuxième position et devaient encore être légèrement modifiés. Douze projets se trouvaient en troisième position et devaient encore être considérablement modifiés. Quatre projets ne satisfaisaient pas aux conditions et ont été rejetés. La mise en place d'une coopération a été demandée pour deux projets à Liège et le groupe cible a dû être élargi pour deux autres projets.

Des rencontres ont lieu à présent entre le coordonnateur fédéral du projet, les autorités fédérales, les Communautés et les Régions, et les partenaires des projets. Les vingt nouvelles propositions devront être introduites pour le 13 mai au plus tard, afin qu'elles puissent être adoptées dans le cadre d'une deuxième évaluation lors de la conférence interministérielle du 6 juin. Entre le 15 mai et le 6 juin, les auteurs des 17 projets seront à nouveau invités à venir commenter leurs dossiers adaptés.

02.03 Reinilde Van Moer (N-VA): Nul doute que le projet namurois est louable. Toutes les Régions auraient intérêt à ce que de telles initiatives soient prises. J'espère que les SMUR psychiatriques pourront démarrer aussitôt que possible de façon à pouvoir éviter autant que possible des drames familiaux.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Meyrem Almaci à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'interdiction des élevages d'animaux à fourrure" (n° 3745)

03.01 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Les souffrances animales occasionnées par la production de fourrure ne sont plus un secret. À ce jour, elles n'ont pas entraîné l'interdiction des élevages d'animaux à fourrure, même si la société y est largement favorable. Les organisations de défense du bien-être animal organisent régulièrement des campagnes de sensibilisation. Face à ces pressions, plusieurs pays européens comme le Royaume-Uni et l'Autriche ont décidé d'interdire les élevages d'animaux à fourrure. La Belgique ne leur a pas encore emboîté le pas et n'a même pas instauré de prescriptions destinées à améliorer le bien-être des animaux.

Les souffrances animales ne suffisant pas pour obtenir l'interdiction, les organisations avancent désormais d'autres arguments comme celui de l'incidence de la production de fourrure sur l'environnement. À en croire une étude réalisée à Delft, la production d'un kilogramme de fourrure pollue cinq fois plus que la production équivalente de laine, qui arrive deuxième en matière de pollution. D'après les estimations les plus conservatrices, quelles que soient les retombées environnementales prises en considération, les résultats obtenus par la fourrure sont entre 2 et 28 fois plus mauvais que ceux obtenus par les produits de substitution les moins respectueux de l'environnement.

Que pense la ministre de cette nouvelle étude? Quelle est son opinion sur une interdiction des élevages d'animaux à fourrure en Belgique?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais): En Belgique, les conditions d'exploitation des élevages d'animaux à fourrure sont de la compétence des Régions. En 2007, mon prédécesseur avait déposé une proposition de loi instaurant un moratoire sur ces élevages mais il avait alors été tacked par la Région flamande.

Pour ce qui regarde les aspects ayant trait au bien-être des animaux qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur la politique agricole, les entités fédérales doivent donner leur assentiment. Je suis sur la même longueur d'onde que mon prédécesseur et j'espère pouvoir faire en sorte que ces élevages ne se perpétuent pas.

Les atteintes au bien-être animal dues à ces élevages ne sont pas la seule ombre au tableau. D'autres paramètres ne jouent pas en leur faveur, notamment le fait que l'exploitation des terres agricoles et des sources naturelles n'est pas illimitée.

Le gouvernement fédéral s'est penché sur l'incidence de l'élevage de certaines espèces animales exotiques dont le vison américain qui sera ajouté à la liste négative des espèces importées que le ministre Magnette est en train de dresser.

03.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Il importe d'attirer de nouveau l'attention du Parlement flamand sur ce problème. J'espère qu'il se ravisera. Je ferai parvenir cette réponse du ministre fédéral à mon collègue parlementaire flamand.

L'incident est clos.

Le **président**: Avant les vacances de Pâques, la ministre avait proposé de livrer sous peu un commentaire général sur toutes les démarches que le gouvernement entreprendra en préparation de l'interdiction générale de fumer dans les lieux publics. Ceci dit, je ne peux évidemment empêcher Mme Smeyers de poser d'ores et déjà ses questions à ce sujet.

03.04 Sarah Smeyers (N-VA): Dois-je regrouper mes questions?

03.05 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Un débat joint à l'audition des services serait plus utile, mais je suis à votre disposition.

03.06 Sarah Smeyers (N-VA): J'admets que mes questions ont un caractère général. Toutefois, je voudrais poser ma question sur les contrôles, cette dernière étant davantage spécifique.

04 Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nombre de contrôles effectués dans le secteur horeca dès l'introduction de l'interdiction générale de fumer au 1^{er} juillet 2011" (n° 3526)

04.01 Sarah Smeyers (N-VA): Le 15 mars, la Cour constitutionnelle a jugé que les exceptions prévues à l'interdiction de fumer actuelle étaient inutiles et constituaient une forme de distorsion de concurrence. Il a dès lors été demandé d'instaurer une véritable interdiction générale de fumer, applicable à la totalité des établissements horeca, à partir du 1^{er} juillet 2011. Cette mesure ne laissant que peu de temps aux tenanciers pour réaliser les modifications éventuelles à leur infrastructure, des infractions seront inévitablement constatées lors des contrôles.

Combien de contrôles sont normalement prévus en 2011? Combien de contrôles supplémentaires sont prévus après l'instauration de l'interdiction générale de fumer? Quelle en sera la fréquence? Les cafés seront-ils davantage contrôlés que les établissements horeca déjà concernés actuellement par l'interdiction de fumer?

Comment les infractions seront-elles sanctionnées? De combien de temps les établissements concernés disposeront-ils pour se mettre en ordre? Dressera-t-on toujours un procès-verbal, qui ne sera suivi d'une véritable sanction que dans un second temps? Comment la ministre voit-elle concrètement le régime de sanctions? Sera-t-il strict et jusqu'à quel point?

04.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Les services de contrôle du SPF Santé publique et de l'AFSCA contrôleront cette année 15 000 établissements horeca. En juillet et en août, ils s'intéresseront plus particulièrement aux cafés. Au cours de ces mêmes deux mois d'été, le service de contrôle chargé du tabac et de l'alcool visitera entre 2 500 et 3 000 cafés et discothèques. Les contrôleurs coupleront les contrôles des nouvelles règles en matière d'interdiction de fumer aux contrôles de la vente d'alcool aux mineurs d'âge.

Toujours en juillet et août, les services de contrôle s'attacheront essentiellement à sensibiliser. Tous les cafés devront évidemment respecter l'interdiction générale de fumer à partir du 1^{er} juillet 2011. Ensuite, nous verrons s'il est opportun d'intensifier la fréquence des contrôles au-delà du mois d'août. La loi ne prévoit pas de dispositions pénales spécifiques en cas de récidive. Indépendamment de la question de savoir si l'infraction constatée est la première ou la dixième, la loi prévoit des sanctions, à savoir une peine d'emprisonnement de huit jours à trois mois ou une amende pénale.

Le SPF Santé publique planche actuellement sur une campagne de communication axée spécifiquement sur les cafetiers, les gérants de discothèques et les exploitants de casinos. Chacun d'eux a déjà reçu un courrier concernant les mesures à prendre pour faire respecter l'interdiction générale de fumer à compter du 1^{er} juillet 2011. Nous fournirons en outre des éclaircissements au sujet des conditions à observer pour l'aménagement d'un fumoir et au sujet de la déduction fiscale pour la pose d'un système d'extraction des fumées. Le site web

du SPF Santé publique sera également adapté. Les membres du call center ont été formés pour répondre le mieux possible à toutes les questions du secteur et du public.

04.03 Sarah Smeyers (N-VA): Le fait que la ministre ait fait le choix de mettre d'abord en œuvre une politique douce mais dénuée d'équivoque est un point positif. Au demeurant, une directive européenne décrit la meilleure façon de mettre en pratique une interdiction générale de fumer avec les meilleures chances de succès. Cette directive souligne à quel point il est nécessaire, à court terme, de faire preuve de clarté.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le paiement du 'statut social' aux médecins" (n° 3786)

05.01 Reinilde Van Moer (N-VA): En 2010, 25 629 médecins ont obtenu les avantages liés au statut social. Par ailleurs, 7 428 médecins n'ont pas adhéré à l'accord médico-mutualiste, si bien qu'ils ne pouvaient prétendre au statut social. Or le nombre total de médecins possédant un numéro INAMI s'élève à 44 300.

Comment la ministre explique-t-elle la différence entre le chiffre cumulé de 33 057 médecins et les 44 300 médecins auxquels elle fait toujours référence? Est-il bien correct de comptabiliser également des médecins qui ne travaillent pas ou pratiquement pas parmi les médecins conventionnés? Ne faudrait-il pas fixer un seuil minimal d'activité afin d'éviter les distorsions dans le calcul du nombre de médecins adhérant à la convention?

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): La différence entre le nombre de médecins bénéficiant du statut social et le nombre contacté dans le cadre de l'adhésion à l'accord, peut en partie s'expliquer par les motifs qui empêchent de pouvoir revendiquer le droit au statut social.

Ce statut ne peut ainsi plus être demandé lorsque l'on a subi une sanction. L'octroi dépend également d'une demande écrite annuelle obligatoire qui confirme l'adhésion à l'accord ou précise les conditions d'adhésion partielle. Un nombre non négligeable de médecins ne respectent pas cette obligation.

Le cadre légal actuel de l'article 50, § 3, de la loi du 14 juillet 1994 n'impose pas de tenir compte d'un quelconque seuil d'activité minimal.

05.03 Reinilde Van Moer (N-VA): Je ne m'explique toujours pas qu'environ 33 000 médecins adhèrent ou n'adhèrent pas à la convention. Je continue à me demander où se trouve le reste des 44 000 médecins, auxquels on fait toujours allusion.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'application de l'arrêté royal du 17 octobre 2005 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses" (n° 3788)**

- **Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'application de l'arrêté royal du 17 octobre 2005 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses" (n° 3797)**

06.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): La directive européenne de 1999 relative au bien-être des poules pondeuses, transcrite dans l'arrêté royal du 17 octobre 2005, prévoit des cages un peu plus grandes et quelques aménagements. Les élevages en cages doivent entièrement renouveler leur matériel avant le 1^{er} janvier 2012.

GAIA s'inquiète du fait que de nombreux élevages n'ont pas encore entamé la mise aux normes. Ainsi, un élevage en province de Liège s'apprêterait à recharger sa batterie de 22 000 poules en cages anciennes.

Le gouvernement prend-il dès maintenant des mesures pour aider les éleveurs à se conformer à l'arrêté

royal? Sont-ils suffisamment informés?

Les contrôles et les sanctions seront-ils plus forts que la procédure standard similaire à celle appliquée au secteur porcin, mais qui n'empêche toujours pas des pratiques pourtant interdites depuis 2003?

06.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Dans le cadre de la Politique agricole commune, les Régions prévoient une aide à l'investissement pour les détenteurs de poules pondeuses qui souhaitent reconverter leur entreprise. En Flandre, cette aide s'élève à 8 % pour le passage aux cages aménagées et 18 % pour le passage à un système alternatif. En Wallonie, l'aide est d'environ 20 %, mais elle est liée à des exigences supplémentaires.

La Région flamande a élaboré une brochure détaillée sur la détention de poules pondeuses. Mes services organisent régulièrement des rencontres en vue de contrôler l'avancement de la reconversion. Un communiqué de presse sera diffusé prochainement.

Les moyens de sanction dont dispose l'AFSCA sont l'avertissement, le procès-verbal et la saisie des animaux. Un procès-verbal est suivi d'une amende administrative ou transmis au parquet. La sévérité de la sanction dépend de la gravité de l'infraction et de son caractère répétitif.

Mes services ont aussi prévu une rencontre avec l'AFSCA et les Régions, compétentes pour les normes de commercialisation relatives aux œufs. Il s'agira d'évoquer la destination des œufs qui seraient éventuellement encore produits dans des cages de batterie conventionnelles après le 1^{er} janvier 2012.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le Fonds des accidents médicaux" (n° 3794)

Le **président**: Dans le cadre des discussions budgétaires, nous avons déjà examiné la question de ce Fonds. Peut-être y a-t-il des éléments nouveaux.

07.01 Maya Detiège (sp.a): Nous discutons tout à l'heure d'erreurs médicales. En avril 2010, les autorités fédérales ont institué un fonds des accidents médicaux pour venir en aide aux victimes. Or, en raison des interminables négociations pour la formation d'un gouvernement, ce fonds n'existe que sur le papier. La ministre a déclaré qu'un gouvernement en affaires courantes ne pouvait procéder à aucune nomination et qu'il était donc impossible de désigner un conseil d'administration. J'ai lu dans la presse que 83 demandes d'indemnisation avaient d'ores et déjà été introduites. Confirmez-vous cette information?

Les moyens nécessaires ont déjà été dégagés. À combien s'élèvent-ils?

Des nominations ont eu lieu à la Banque nationale. Le domaine des soins de santé revêt également une importance capitale. Dans ce cas, pourquoi les nominations sont-elles impossibles dans ce domaine alors qu'elles le sont dans le secteur bancaire?

07.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Je comprends qu'on pense que, dans le secteur financier, on procède à des nominations, alors que ce n'est pas le cas dans d'autres secteurs où c'est aussi nécessaire. En réalité, il fallait un nouveau gouverneur de la Banque nationale pour respecter nos obligations européennes. L'absence de nomination aurait eu des conséquences sur tout le système bancaire et sur le contrôle des finances publiques.

Tous les SPF connaissent le même problème. J'ai demandé que l'on cherche une solution à ce blocage de nominations, mais ce n'est pas facile en affaires courantes. D'un autre côté, le personnel a des droits, mais tout est bloqué parce qu'on ne peut pas créer un fonds prévu par la loi.

Nous aurons bientôt une réunion pour voir comment débloquer quelques dossiers urgents.

(*En néerlandais*) Le fonds a actuellement reçu un peu plus de cent demandes d'information par le biais du call center du SPF Santé publique ou de l'INAMI. J'ai moi-même transmis quelques demandes de citoyens.

Je déplore également le fait que le fonds ne soit toujours pas opérationnel.

La loi nécessite très peu d'arrêtés d'exécution. Trois ont déjà paru et les autres attendent le prochain ministre de la Santé publique.

(En français) Soit, on trouve une solution immédiate, soit tout est prêt.

(En néerlandais) L'appel à candidatures pour les mandats des membres du conseil d'administration a déjà été lancé. Des présentations manquent encore. Pour nommer les membres, il faut en principe un gouvernement qui dispose de la plénitude de compétences. Si la période d'affaires courantes devait encore se prolonger, il conviendrait de vérifier s'il est possible d'adopter tout de même cet arrêté, mais je n'en suis pas certaine. Le dossier sera en tout cas prêt pour le prochain gouvernement.

Six personnes travaillent actuellement à temps plein à la mise en place du fonds, sous la direction d'un groupe de travail de l'INAMI et la cellule stratégique de la Santé publique.

La loi garantit que les dommages causés après la publication de la loi peuvent être indemnisés avec effet rétroactif. Les droits acquis par les victimes grâce à la loi, ne peuvent plus leur être retirés.

(En français) Un arrêté royal du 7 juillet 2010 a fixé pour 2010 la contribution de l'INAMI au budget du fonds à 5 385 000 euros (ce qui correspond à l'estimation KCE). Pour la deuxième année, le KCE estime les besoins à 12 570 000 euros. Lors du conclave budgétaire d'octobre 2009, on était convenu que ces moyens seraient accordés.

Cet accord ne lie pas le prochain gouvernement, mais le montant est repris dans le budget 2011 de l'INAMI et le budget est disponible.

07.03 Maya Detiège (sp.a): Je me réjouis du fait que le budget soit disponible. Je ne comprends pas que l'on puisse procéder à des nominations dans le secteur bancaire et pas dans ce cas. Même si le gouvernement est en affaires courantes, il s'agit ici d'une priorité. La ministre doit oser frapper du poing sur la table. Les victimes savent que l'argent est là mais elles ne peuvent l'obtenir. C'est inadmissible.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le débat de l'UE sur l'interdiction partielle ou totale de viande clonée" (n° 3813)

08.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Le règlement n° 258/97 du 27 janvier 1997 relatif aux nouveaux aliments et ingrédients fait débat au sein des institutions européennes, plus particulièrement concernant l'interdiction de l'importation de viande clonée.

Au mois de mars, le Parlement européen n'a pas réussi à faire encadrer scrupuleusement la mise sur le marché des "nouveaux aliments", tels que les nanomatériaux ou les denrées issues d'animaux clonés. En conséquence, le règlement actuel restera en vigueur.

Le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) a protesté mais les opposants à une interdiction totale se basent sur les avis rendus par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), selon laquelle les aliments en provenance de clones ne présenteraient pas plus de dangers pour la santé que les autres.

Quelle position la Belgique a-t-elle défendue lors de la révision du règlement? Comment justifier cette décision face aux consommateurs qui demandent la transparence? Ne faudrait-il pas encourager de nouvelles études menées par des experts indépendants?

08.02 Laurette Onkelinx, ministre *(en français)*: Nous avons soutenu la position du Conseil, c'est-à-dire l'interdiction du clonage des animaux à des fins de production alimentaire dans l'Union européenne, l'interdiction des denrées alimentaires produites à partir d'animaux clonés, l'interdiction de fournir des clones dans l'Union européenne à des fins de production alimentaire, un système de traçabilité pour le matériel de

reproduction provenant d'animaux clonés et pour les descendants vivants d'animaux clonés (première génération), la mise en place d'exigences en matière d'étiquetage pour la viande fraîche issue des descendants de bovins clonés. Ces exigences auraient dû être étendues aux autres denrées alimentaires produites à partir de descendants d'animaux clonés (première génération).

La proposition du Conseil comportait également un engagement de la Commission à publier, d'ici le 1^{er} mars 2013, une proposition législative couvrant tous les aspects du clonage. Il a été demandé à l'EFSA d'exprimer une opinion sur la sécurité des aliments provenant de la descendance des animaux autres que les bovins et les porcs.

Cette position était motivée par la faisabilité pratique des règles envisagées et par la nécessité de respecter les règles en matière de commerce international. Le Parlement européen a jugé que cette position n'allait pas suffisamment loin pour garantir la transparence vis-à-vis des consommateurs. Après l'échec des négociations, la législation actuelle reste en vigueur. Nous attendons les nouvelles propositions de la Commission.

08.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Certains éléments me semblent contradictoires. Les organisations de défense des consommateurs estiment que de nouvelles études devraient être menées par des experts indépendants.

08.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Je vais vous remettre les documents dont je dispose et je vous ai écrit une lettre avec des éléments d'information.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nombre croissant d'animaux qui périssent lors d'incendies dans les étables" (n° 3840)

09.01 Rita De Bont (VB): Le 1^{er} avril, 1 200 porcs ont péri dans l'incendie d'une étable à Dixmude. Ce n'est pas la première fois qu'un tel drame se produit. Les étables ne sont généralement pas équipées d'extincteurs, ni de sprinklers, de détecteurs de fumée, de sorties de secours ou de compartiments résistant au feu. Si les éleveurs peuvent peut-être compter sur une indemnisation de leur assureur, on fait en revanche peu de cas du bien-être animal.

La ministre estime-t-elle qu'il faut imposer aux entreprises travaillant avec des êtres vivants des mesures de sécurité, éventuellement rendues obligatoires ou récompensées par les assureurs?

Quelles mesures ou recommandations de sécurité existe-t-il actuellement en ce qui concerne les entreprises agricoles et les étables? Sont-elles suffisantes? Sont-elles respectées? Des contrôles sont-ils effectués? Y a-t-il une concertation avec les services d'incendie? Quelles mesures la ministre envisagerait-elle hors affaires courantes?

09.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Ces incendies sont tragiques. Depuis 2009, les services d'incendie sont appelés à formuler un avis lors de la construction d'étables. En principe, les étables sont soumises aux mêmes prescriptions que les bâtiments industriels.

J'ignore si les services d'incendie ont des instructions particulières et je ne dispose pas davantage d'informations sur d'éventuels contrôles en matière de sécurité contre les incendies dans les étables existantes. Les prescriptions en matière de sécurité contre les incendies ne figurent pas dans la loi sur le bien-être des animaux et ne sont dès lors pas reprises dans les contrôles sur le bien-être des animaux.

Pour évaluer la nécessité de prévoir des prescriptions supplémentaires en matière de sécurité contre les incendies dans les bâtiments abritant des animaux, il faut des données concrètes sur l'ampleur du problème. Je ne dispose pas de telles données, cette compétence étant dévolue à la ministre de l'Intérieur.

09.03 Rita De Bont (VB): Les ministres se renvoient la balle mais le fait est que les directives pour un entrepôt de rouleaux de papier wc ne diffèrent pas de celles pour une étable où se côtoient une multitude

d'animaux. Cette situation doit changer.

09.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Le renforcement de la législation sur les normes incendie relève de l'Intérieur, et pas de mon département.

09.05 Rita De Bont (VB): Dans ce cas, l'Intérieur doit prendre des mesures.

L'incident est clos.

10 Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nombre croissant d'infractions à la loi sur le bien-être animal" (n° 3810)

10.01 Franco Seminara (PS): Le nombre d'infractions au bien-être animal est en nette progression en 2010. Le nombre de plaintes pour infraction à la loi a triplé en cinq ans. Le nombre d'animaux négligés que la cellule Bien-être animal a dû saisir a encore davantage augmenté (de 143 en 2005 à 2 495 en 2010). Le chef de la cellule Bien-être animal au SPF Santé publique explique cette forte augmentation par la meilleure visibilité du service et par les problèmes financiers et sociaux des propriétaires en cette période de crise.

Avez-vous pris connaissance des chiffres enregistrés par vos services? Partagez-vous les motifs invoqués concernant la hausse du nombre de plaintes?

Lorsqu'une infraction de la loi sur le bien-être animal est constatée, quels sont les moyens de dissuasion mis en place? Quels sont les moyens mis en œuvre afin de sensibiliser la population?

10.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Je suis convaincue que cette hausse est due en partie à la notoriété croissante du service d'inspection du Bien-être animal. Ce service comptait, en 2003, trois inspecteurs vétérinaires néerlandophones et deux francophones. Actuellement, huit inspecteurs vétérinaires travaillent en service extérieur en Flandre et sept en Wallonie et à Bruxelles.

Les nombreuses associations de protection animale incitent les gens à porter plainte en cas de nuisances de voisinage, sonores ou olfactives.

Des propriétaires peuvent avoir sous-estimé le coût d'entretien de leurs animaux. En raison des prix bas, les éleveurs sont contraints de détenir un nombre croissant d'animaux. Dans les entreprises qui ne sont pas modernisées ou lorsque l'éleveur tombe malade, les animaux ne sont plus correctement soignés.

Lorsqu'une infraction est constatée, l'inspecteur peut donner un avertissement ou dresser un procès-verbal, dans lequel il peut imposer des mesures visant à améliorer le bien-être des animaux. Un procès-verbal entraîne l'imposition d'une amende administrative.

Les mesures imposées visent à faire cesser l'infraction (suivre une formation dans un institut canin, réduire le nombre d'animaux, etc.). Le non-respect de ces mesures est punissable par la loi.

En cas de négligence grave ou de maltraitance mettant en danger la vie de l'animal, l'inspecteur peut procéder immédiatement à la saisie de ces animaux ou, dans les cas désespérés, à une euthanasie.

Les animaux saisis peuvent être rendus sous certaines conditions. Mais lorsque les animaux n'ont aucune valeur économique, ils sont souvent donnés en pleine propriété à un refuge agréé.

Pour les animaux ayant une valeur économique, l'occasion est généralement donnée au contrevenant propriétaire de vendre immédiatement les animaux de manière à mettre un terme à leur souffrance le plus rapidement possible. La loi prévoit aussi que les animaux peuvent être vendus par les autorités.

La police dispose des mêmes compétences en matière de bien-être animal que les inspecteurs du service d'inspection du Bien-être animal.

La question est de savoir si la plus grande facilité à déposer une plainte est mauvaise en soi.

Des initiatives sont prises pour sensibiliser et informer la population.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 17 h 21.

De behandeling van de vragen vangt aan om 16.05 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Hans Bonte.

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Thérèse Snoy et d'Oppuers** aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "een geval van belangenvermenging inzake de chloorproblematiek in zwembaden" (nr. 3772)

- mevrouw **Annick Van Den Ende** aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het verband tussen het chloor in zwembadwater en astma" (nr. 4018)

01.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): In een recent gepubliceerd advies van de Hoge Gezondheidsraad trekt een expert zijn eigen onafhankelijkheid in twijfel met betrekking tot de problematiek van de schadelijkheid van chloor in zwembaden. Gelet op de in België voorhanden zijnde expertise achtte de Hoge Gezondheidsraad het niet nodig die expert van zijn beraadslagingen uit te sluiten.

Vindt u dat de relevantie van het advies door de aangegeven belangenvermenging in het gedrang komt? Vindt u niet dat er hier een loopje wordt genomen met de regels inzake transparantie, onafhankelijkheid en deskundigheid?

01.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): De Hoge Gezondheidsraad vond het belangrijk om te vermelden dat sommige deskundigen die aan dat advies meewerkten, een belangenverklaring hadden afgelegd waardoor hun onafhankelijkheid in twijfel kon worden getrokken. Die belangen werden geëvalueerd en de conclusie luidde dat er een mogelijk risico van een belangenvermenging bestond. Toch werd er, met het oog op de beschikbare expertise in België en de na te leven termijnen, beslist dat hun medewerking aan het advies noodzakelijk was. Het college werd naar behoren ingelicht over die situatie en heeft er bijzondere aandacht aan besteed.

Ik vind dat men goed te werk is gegaan. De Hoge Gezondheidsraad had explicieter kunnen zijn over de aard van die belangenvermenging. Naar verluidt zou het om professor Nemery gaan, die medeorganisator en covoorzitter van een internationaal forum is dat in augustus 2007 werd georganiseerd op initiatief van de Europese organisatie van chloorproducenten. Professor Nemery ontving geen persoonlijke erelonen, maar zijn onderzoekseenheid voor Longtoxicologie ontving een vergoeding van 5.000 euro. De wetenschappelijke publicatie van dat forum is in een internationaal tijdschrift verschenen dat door andere wetenschappelijke deskundigen ter zake wordt gerevideerd.

Professor Nemery heeft het college op een zeer correcte manier verwittigd dat er sprake kon zijn van een belangenvermenging ten aanzien van zijn persoon. Het college heeft zich garant gesteld voor de onpartijdigheid van het advies, dat het resultaat is van de samenwerking tussen vijf experts. In december 2010 heeft de Raad de procedure inzake belangenvermenging verscherpt en geformaliseerd. De algemene regel bepaalt dat een expert die zich in een toestand van belangenvermenging bevindt, noch aan de besprekingen noch aan de opstelling van een advies mag deelnemen. Daarnaast is er voorzien in diverse specifieke procedures die zowel de onpartijdigheid van het advies als de kwaliteit van de expertise moeten waarborgen, rekening houdend met de omvang van ons land, het aantal beschikbare experts en het zeer specifieke karakter van bepaalde materies.

Het standpunt dat professor Van Laethem in de krant *Le Soir* heeft vertolkt, is voor mij een referentie. Hij verhuult immers niet dat hij wordt geraadpleegd door bedrijven die vaccins ontwikkelen, noch dat er in zijn ziekenhuis klinische tests plaatsvinden. Volgens hem bestaat er evenwel een verschil tussen, enerzijds, het feit dat men punctueel wordt vergoed voor een welomlijnde opdracht en, anderzijds, het feit dat men door een bedrijf wordt tewerkgesteld. Men doet er goed aan voor die connecties uit te komen en er zich op een

eerlijke manier van te distantiëren wanneer men door de overheid wordt gelast een advies uit te brengen.

01.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Ik vernam graag meer details over de wijziging die in december 2010 door de Hoge Gezondheidsraad werd aangebracht om de onafhankelijkheid van de expertise te waarborgen.

01.04 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik heb de krachtlijnen al uiteengezet.

01.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Er moet worden nagedacht over de algemene werking, om de onafhankelijkheid van de expertise te versterken.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Reinilde Van Moer aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de psychiatrische MUG" (nr. 3785)

02.01 Reinilde Van Moer (N-VA): Een psychiatrische MUG dook voor het eerst op in 1999 in een advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen. Het denkwerk werd voortgezet door minister Aelvoet: de psychiatrische MUG moest vorm krijgen in een medisch urgentieteam dat de link tussen de centra voor geestelijke gezondheidszorg en de psychiatrische spoedafdelingen in de ziekenhuizen zou worden. Begin 2009 kondigde de minister dan de oprichting aan van twaalf mobiele zorgteams van vijf personen, onder wie één psychiater. Na een nieuw advies van de Nationale Raad werd het initiatief concreet in de beleidsnota van eind 2009. Het budget bedroeg 3,6 miljoen euro.

De minister besloot met de implementatie nog even te wachten omdat de sector voor een verregaande hervorming stond. In maart 2011 verklaarde ze in de pers dat het budget werd opgetrokken tot 7,2 miljoen euro en dat de eerste projecten van start zouden gaan. Tegelijk nam de provincie Namen het initiatief tot de oprichting van een *Équipe mobile d'écoute et d'intervention en santé mentale*: een team van zes hulpverleners, onder wie een psychiater, die helpen in crisissituaties met een psychiatrische patiënt.

Past het initiatief van de provincie Namen in het beleid van de minister? Wordt dit project betaald vanuit het budget van 7,2 miljoen? Wanneer is de beslissing tot verhoging van het budget genomen? Kan dit gebeuren binnen lopende zaken? Het eerste project zal normaal in juli van start gaan in Gasthuisberg in Leuven. Wat is de verdere planning?

02.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De projecten 107 richten zich op jongeren vanaf 16 jaar en hebben vijf doelstellingen: de promotie van geestelijke gezondheidszorg en de vroegtijdige opsporing van geestelijke problemen, het opzetten van mobiele behandelingsteams voor acute en chronische problemen met geestelijke gezondheidszorg, het oprichten van rehabilitatieteams, het oprichten van intensieve residentiële eenheden voor acute en chronische psychische problemen en het uitwerken van woonvormen en verblijfformules.

De provincie Namen heeft op eigen initiatief een mobiel team voor geestelijke gezondheidszorg opgericht en financiert dit volledig zelf. Het is permanent beschikbaar en komt tussenbeide op vraag van huisartsen of sociale werkers die geconfronteerd worden met een crisissituatie van personen met psychische problemen. De werking sluit nauw aan bij de mobiele teams die worden opgericht voor een intensieve en kortstondige behandeling. De projecten 107 werken steeds samen met alle initiatieven uit de regio als de bereidheid daartoe bestaat. Ik kan dit niet opleggen.

De verschillende gidsen werden op de interministeriële conferentie van april 2010 ondertekend. Er is 7,25 miljoen euro voor de financiering van tien projecten. Op 1 juni 2010 werd een oproep voor proefprojecten gelanceerd; op 1 november waren er 26 dossiers ingediend, waarvan één niet aan de formele criteria voldeed. Op 20 december werden de overige 25 projecten goedgekeurd. Eén project stond als eerste gerangschikt en kon vanaf 1 januari 2011 beginnen.

Acht projecten stonden op de tweede plaats en moesten nog een aantal beperkte aanpassingen krijgen. Twaalf projecten stonden op de derde plaats en moesten nog aanzienlijk worden aangepast. Vier projecten voldeden niet en werden verworpen. Twee projecten in Luik werd gevraagd om samen te werken en twee

projecten moesten hun doelgroep verbreden.

Nu hebben ontmoetingen plaats tussen de federale projectcoördinator, de federale overheid, de Gemeenschappen en Gewesten en de partners van de projecten. De twintig nieuwe voorstellen moeten uiterlijk tegen 13 mei ingediend worden, zodat de interministeriële conferentie van 6 juni ze in een tweede evaluatie kan goedkeuren. Tussen 15 mei en 6 juni zullen de opstellers van de 17 projecten opnieuw uitgenodigd worden om hun aangepaste dossiers toe te lichten.

02.03 Reinilde Van Moer (N-VA): Het Naamse project is zeker lovenswaardig. Alle regio's zouden baat hebben bij zulke initiatieven. Ik hoop dat de psychiatrische MUG's zo snel mogelijk van start kunnen gaan, zodat zoveel mogelijk familiale drama's kunnen worden vermeden.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Meyrem Almaci aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het verbod op pelsdierkwekerijen" (nr. 3745)

03.01 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Het is geen geheim dat de productie van bont een hoop dierenleed met zich meebrengt. Tot nog toe heeft dat niet geleid tot een verbod op pelsdierkwekerijen, hoewel daar een groot maatschappelijk draagvlak voor bestaat. Dierenwelzijnsorganisaties zetten geregeld sensibiliseringscampagnes op. Een aantal Europese landen, zoals Groot-Brittannië en Oostenrijk, heeft onder druk daarvan beslist om een verbod op pelsdierkwekerijen in te stellen. België heeft dat nog niet gedaan en heeft zelfs geen voorschriften ingevoerd die erop gericht zijn het welzijn van de dieren te verhogen.

Omdat dierenleed niet volstaat als basis voor een verbod, dragen organisaties nu ook andere argumenten aan, bijvoorbeeld de milieu-impact van de productie van bont. De productie van een kilo bont is volgens een studie uit Delft vijf keer zo vervuilend als die van wol, die op de tweede plaats staat op het vlak van milieuvervuiling. Ook scoort bont 2 tot 28 keer slechter op vrijwel alle andere denkbare milieueffecten dan de minst milieuvriendelijke alternatieven, dit alles volgens de meest conservatieve schattingen.

Wat vindt de minister van de nieuwe studie? Hoe staat ze tegenover een verbod op pelsdierkwekerijen in België?

03.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De uitbatingsvoorwaarden voor pelsdierkwekerijen in België zijn een gewestelijke bevoegdheid. In 2007 heeft mijn voorganger een wetsvoorstel ingediend om een moratorium op pelsdierkwekerijen in te stellen. Het Vlaams Gewest heeft dat toen afgewezen.

Voor aspecten van dierenwelzijn met een mogelijke weerslag op het landbouwbeleid moeten de federale entiteiten hun akkoord geven. Ik zit op de lijn van mijn voorganger en ik hoop een uitdoving van de activiteit te kunnen bewerkstelligen.

Naast dierenwelzijn zijn er nog andere parameters die de pelsdierkwekerijen in een slecht daglicht stellen, ook al omdat de uitbating van landbouwgronden en natuurlijke bronnen beperkt is.

De federale regering heeft zich gebogen over de impact van het houden van sommige uitheemse soorten, waaronder de Amerikaanse nerts, die aan de negatieve lijst van ingevoerde soorten die minister Magnette voorbereidt, zal worden toegevoegd.

03.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): De aandacht van het Vlaams Parlement moet weer op deze zaak worden gevestigd. Ik hoop dat men er van gedacht zal veranderen. Ik bezorg dit antwoord aan mijn collega daar.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De minister heeft voor de paasvakantie voorgesteld om binnen afzienbare tijd een algemene toelichting te geven over alle stappen die de regering zal zetten ter voorbereiding van het algemeen

rookverbod. Ik kan mevrouw Smeyers natuurlijk niet beletten om nu al haar vragen te stellen.

03.04 Sarah Smeyers (N-VA): Moet ik mijn vragen bundelen?

03.05 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Het ware nuttiger om een debat te koppelen aan de hoorzitting met de diensten, maar ik sta te uwer beschikking.

03.06 Sarah Smeyers (N-VA): Ik begrijp dat mijn vragen algemeen zijn. Ik zou echter wel graag mijn specifieke vraag over de controles stellen.

04 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het aantal controles in de horeca vanaf de invoering van het algemeen rookverbod op 1 juli 2011" (nr. 3526)

04.01 Sarah Smeyers (N-VA): Op 15 maart besliste het Grondwettelijk Hof dat de uitzonderingen op het huidige rookverbod concurrentievervalsend en nutteloos zijn. Men pleit daarom voor een echt algemeen rookverbod vanaf 1 juli 2011 in alle horecazaken, wat deze zaken dus nog weinig tijd laat om eventueel hun infrastructuur aan te passen. Bij controles zal men bijgevolg onvermijdelijk nog overtredingen vaststellen.

Hoeveel controles werden normaal gepland voor 2011? Hoeveel extra controles worden eventueel gepland eens het algemeen rookverbod ingaat? Met welke regelmaat zullen die worden uitgevoerd? Zullen biercafés meer worden gecontroleerd dan de horecazaken waar nu al een rookverbod is?

Hoe zullen overtredingen worden bestraft? Hoe lang krijgen de zaken gemiddeld om zich te schikken? Zal er altijd een pv worden opgesteld, dat pas daarna wordt gevolgd door een echte sanctie? Hoe ziet de minister het sanctiebeleid concreet? Hoe streng zal dit zijn?

04.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De controlediensten van de FOD Volksgezondheid en van het FAVV zullen dit jaar 15.000 horeca-inrichtingen controleren, met in juli en augustus extra aandacht voor de cafés. De tabak- en alcoholcontroledienst zal in juli en augustus 2.500 tot 3.000 cafés en discotheken bezoeken. Zij zullen de controles op de nieuwe rookverbodregels koppelen aan die op het verbod op alcoholverkoop aan minderjarigen.

In juli en augustus zullen de controlediensten voornamelijk sensibiliseren. Alle cafés moeten natuurlijk vanaf 1 juli 2011 het algemeen rookverbod naleven. Daarna zal bekeken worden of de controlefrequentie na augustus moet worden opgedreven. De wet voorziet niet in specifieke strafbepalingen in geval van recidive. Ongeacht of het de eerste of de tiende inbreuk is, voorziet de wet in sancties, namelijk een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden of een strafrechtelijke boete.

De FOD Volksgezondheid werkt aan een communicatiecampagne die specifiek gericht is op caféhouders, discotheken en casino's. Elk van die etablissementen heeft ook al een brief ontvangen over de te treffen schikkingen om het algemeen rookverbod op 1 juli 2011 na te leven. We zullen ook een toelichting geven over de voorwaarden om een rokersruimte in te richten en over de fiscale aftrek voor rookafzuigsystemen. De website van de FOD Volksgezondheid wordt ook aangepast. De leden van het callcenter werden opgeleid om alle vragen van de sector en het publiek zo goed mogelijk te beantwoorden.

04.03 Sarah Smeyers (N-VA): Het is positief dat er initieel een zacht maar duidelijk beleid zal worden gevoerd. Er is trouwens een Europese richtlijn die omschrijft hoe een algemeen rookverbod het meest succesvol in de praktijk kan worden omgezet. Ook daar wordt de nadruk gelegd op duidelijkheid op korte termijn.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Reinilde Van Moer aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de uitbetaling van het 'sociaal statuut' aan artsen" (nr. 3786)

05.01 Reinilde Van Moer (N-VA): In 2010 ontvingen 25.629 artsen de voordelen van het sociaal statuut.

Daarnaast waren 7.428 artsen niet toegetreden tot het akkoord artsen-ziekenfondsen. Zij maakten dus geen aanspraak op het sociaal statuut. Het totaal aantal artsen met een RIZIV-nummer bedraagt echter 44.300.

Hoe verklaart de minister het verschil tussen de 33.057 artsen die voortkomen uit de optelling en de 44.300 artsen waarnaar de minister steeds verwijst? Is het gepast dat bij de goedkeuring van de conventie ook artsen worden meegeteld die blijkbaar niet of minimaal actief zijn? Is er een minimumactiviteitsdrempel nodig om scheefftrekkingen bij de telling van de conventie weg te werken?

05.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Het verschil tussen het aantal artsen dat het sociaal statuut geniet en het aantal dat in het kader van de toetreding tot het akkoord werd gecontacteerd, kan gedeeltelijk worden verklaard door de redenen die het recht op het sociaal statuut verhinderen.

Zo kan men het statuut niet meer aanvragen wanneer men een sanctie heeft opgelopen. Ook hangt de toekenning af van een verplichte jaarlijkse schriftelijke aanvraag die de toetreding tot het akkoord bevestigt of de voorwaarden verduidelijkt voor een gedeeltelijke toetreding. Een niet-verwaarloosbaar aantal artsen volgt deze verplichting niet.

Het huidige wettelijke kader van artikel 50, § 3, van de wet van 14 juli 1994 verplicht niet om met enige minimumdrempel van activiteit rekening te houden.

05.03 **Reinilde Van Moer** (N-VA): Het blijft eigenaardig dat ongeveer 33.000 artsen ofwel toetreden tot de conventie, of niet toetreden. Ik blijf zoeken waar de rest van de 44.000, waar steeds naar verwezen wordt, verstopt zitten.

Het incident is gesloten.

06 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Thérèse Snoy et d'Oppuers** aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de toepassing van het koninklijk besluit van 17 oktober 2005 tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen" (nr. 3788)

- mevrouw **Thérèse Snoy et d'Oppuers** aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de toepassing van het koninklijk besluit van 17 oktober 2005 tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen" (nr. 3797)

06.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): De Europese richtlijn van 1999 inzake het welzijn van legkippen, omgezet bij het koninklijk besluit van 17 oktober 2005, voorziet in kooien die wat groter zijn en enkele andere aanpassingen. De houders van kippen in kooien moeten hun uitrusting voor 1 januari 2012 volledig vernieuwen.

GAIA is bezorgd over het grote aantal kippenhouderijen dat nog niet van start is gegaan met de nodige aanpassingen. Een kippenhouder in de provincie Luik bijvoorbeeld zou op het punt staan om 22.000 nieuwe batterijkippen onder te brengen in oude kooien.

Treft de regering al maatregelen om de houders te helpen zich te schikken naar het koninklijk besluit? Worden zij voldoende geïnformeerd?

Zullen de controles en de sancties strenger zijn dan de standaardprocedure voorschrijft, die vergelijkbaar is met de procedure in de varkenssector, waar nog steeds praktijken bestaan die al sinds 2003 verboden zijn?

06.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): In het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid kunnen de Gewesten een investeringshulp toekennen aan de houders van legkippen, die hun bedrijf willen herstructureren. In Vlaanderen bedraagt die hulp 8 procent voor de omschakeling naar verrijkte kooien en 18 procent voor de omschakeling naar een alternatief systeem. In Wallonië belooft de steun ongeveer 20 procent, maar moet men aan bijkomende eisen voldoen.

Het Vlaams Gewest heeft een uitgebreide brochure opgesteld over het houden van legkippen. Mijn diensten organiseren regelmatig vergaderingen om de voortgang van de herstructurering te controleren. Er zal eerlang

een persbericht worden verspreid.

Bij wijze van sanctie kan het FAVV een waarschuwing geven, een proces-verbaal opmaken en de dieren in beslag nemen. Een proces-verbaal geeft aanleiding tot een administratieve boete of wordt overgezonden aan het parket. De ernst van de sanctie hangt af van de ernst van de inbreuk en van het feit of de inbreuk één of meerdere keren is gepleegd.

Mijn diensten hebben ook een ontmoeting gepland met het FAVV en de Gewesten, die bevoegd zijn voor de handelsnormen voor eieren. Men zal het er moeten hebben over de bestemming van de eieren die na 1 januari 2012 eventueel nog in conventionele batterijkooien worden geproduceerd.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Maya Detiège aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het Fonds voor medische ongevallen" (nr. 3794)

De **voorzitter**: In het kader van de begrotingsbespreking hebben wij het al over dit Fonds gehad. Misschien zijn er nieuwe elementen.

07.01 Maya Detiège (sp.a): Daarnet hadden we al een discussie over het medisch falen. Om slachtoffers te steunen heeft de federale overheid sinds april 2010 een fonds voor medische ongevallen opgericht. Door de aanslepende regeringsvorming bestaat dat echter enkel op papier. De minister heeft aangehaald dat een regering van lopende zaken geen benoemingen kan doen en dat er dus geen raad van bestuur kan worden aangesteld. In de pers lees ik dat er al 83 aanvragen zijn voor een vergoeding. Klopt dat?

De nodige middelen werden al uitgetrokken. Over welke bedragen gaat het?

Bij de Nationale Bank konden er wel benoemingen plaatsvinden. De gezondheidszorg is ook belangrijk. Waarom mogen hier geen benoemingen gebeuren en wel in het bankwezen?

07.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik begrijp dat men denkt dat er wel mensen worden benoemd in de financiële sector, maar niet in andere sectoren waar dat ook zou moeten gebeuren. Er moest echter wel een nieuwe gouverneur voor de Nationale Bank worden benoemd om onze Europese verplichtingen na te leven. Het uitblijven van die benoeming zou gevolgen hebben gehad voor het hele banksysteem en voor de controle op de overheidsfinanciën.

Alle FOD's ondervinden hetzelfde probleem. Ik heb gevraagd dat er een oplossing voor die benoemingsstop zou worden gevonden, maar dat is geen sinecure in een periode van lopende zaken. Anderzijds heeft het personeel rechten, maar zit alles vast omdat er geen fonds kan worden opgericht zoals bepaald in de wet.

We zullen binnenkort samenkomen om te bespreken hoe enkele dringende dossiers vlot kunnen worden getrokken.

(Nederlands) Het Fonds heeft momenteel iets meer dan honderd informatievragen ontvangen via het callcenter van de FOD Volksgezondheid of via het RIZIV. Zelf heb ik ook een aantal vragen van burgers doorspeeld. Ook ik betreur het dat het Fonds nog altijd niet operationeel is.

De wet heeft zeer weinig uitvoeringsbesluiten nodig. Drie ervan zijn al verschenen en de anderen liggen klaar voor de volgende minister van Volksgezondheid.

(Frans) Ofwel komt men snel tot een oplossing, ofwel is alles klaar.

(Nederlands) De oproep tot kandidaatstelling voor de mandaten van de leden van de raad van bestuur werd al gelanceerd. Er ontbreken nog voordrachten. Om de leden te benoemen is er in principe een volwaardige regering nodig. Als de lopende zaken nog langer duren, moeten we nagaan of we dat besluit alsnog kunnen goedkeuren, maar ik kan daar geen zekerheid over geven. Er zal in elk geval een afgerond dossier klaarliggen voor de volgende regering.

Momenteel werken er zes personen voltijds aan de uitwerking van het Fonds, onder leiding van een werkgroep van het RIZIV en de beleidscel Volksgezondheid.

De wet waarborgt dat schade veroorzaakt na de publicatie van de wet met terugwerkende kracht vergoed kan worden. De rechten die de slachtoffers dankzij de wet hebben verworven, kunnen hen niet meer afgenomen worden.

(Frans) Bij koninklijk besluit van 7 juli 2010 werd de bijdrage van het RIZIV aan de middelen van het fonds vastgesteld op 5.385.000 euro (wat overeenstemt met de raming van het KCE). Voor het tweede jaar raamt het KCE de behoefte op 12.570.000 euro. Tijdens het begrotingsconclaaf in oktober 2009 werd afgesproken dat die middelen zouden worden toegekend.

Dat akkoord is niet bindend voor de volgende regering, maar het bedrag werd wel ingeschreven in de begroting 2011 van het RIZIV en het geld is beschikbaar.

07.03 Maya Detiège (sp.a): Ik ben blij dat het budget er is. Ik begrijp niet dat er in de banksector wel benoemingen kunnen plaatsvinden en hier niet. Ook al is dit een regering van lopende zaken, dit is een prioriteit. De minister moet op tafel durven slaan. De slachtoffers weten dat het geld er is, maar kunnen het niet krijgen. Dat kan niet.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het debat in de EU over het gedeeltelijke of algemene verbod op vlees van gekloonde dieren" (nr. 3813)

08.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Er wordt binnen de Europese instellingen een debat gevoerd over verordening nr. 258/97 van 27 januari 1997 betreffende nieuwe voedingsmiddelen en nieuwe voedsel ingrediënten, meer bepaald over het invoerverbod voor vlees van gekloonde dieren.

Het Europees Parlement slaagde er in maart niet in om zeer nauwkeurige richtsnoeren te geven voor het in de handel brengen van nieuwe voedingsmiddelen, zoals nanomaterialen of levensmiddelen afkomstig van gekloonde dieren. Bijgevolg blijft de huidige verordening van kracht.

Het Europees Bureau van Consumentenverenigingen (BEUC) heeft geprotesteerd; de tegenstanders van een algemeen verbod baseren zich op de adviezen van de Europese Autoriteit voor Voedselveiligheid (EFSA), volgens welke voedingsmiddelen afkomstig van klonen niet schadelijker voor de gezondheid zouden zijn dan andere.

Welk standpunt heeft België verdedigd toen de verordening werd herzien? Hoe kan deze beslissing worden gerechtvaardigd tegenover de consumenten die duidelijkheid willen? Zouden er geen nieuwe studies moeten worden uitgevoerd door onafhankelijke deskundigen?

08.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): We hebben het standpunt van de Raad gesteund, te weten het verbod op het klonen van dieren voor voedselproductie in de Europese Unie, het verbod op voedingswaren op basis van kloondieren, het verbod op het leveren van klonen voor voedselproductie in de Europese Unie, een traceerbaarheidssysteem voor het reproductiemateriaal van kloondieren en voor de levende nakomelingen van kloondieren (eerste generatie), het invoeren van voorwaarden inzake etikettering voor vers vlees afkomstig van nakomelingen van gekloonde runderen. Die voorwaarden hadden uitgebreid moeten worden tot de andere voedingsmiddelen op basis van nakomelingen van kloondieren (eerste generatie).

In het voorstel van de Raad verbindt de Commissie zich ertoe om tegen 1 maart 2013 een wetgevingsvoorstel te publiceren dat betrekking heeft op alle aspecten van het klonen. De EFSA werd verzocht advies uit te brengen over de veiligheid van de voedingsmiddelen op basis van nakomelingen van andere dieren dan runderen en varkens.

De reden om dat standpunt te steunen, was de praktische uitvoerbaarheid van de voorgenomen regels en de noodzaak om de regels met betrekking tot de internationale handel na te leven. Het Europees Parlement vindt dat dat standpunt niet ver genoeg gaat om de transparantie ten aanzien van de consument te garanderen. Nu de onderhandelingen afgesprongen zijn, blijft de huidige regelgeving van kracht. We wachten de nieuwe voorstellen van de Commissie af.

08.03 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Een en ander lijkt me tegenstrijdig. De consumentenverenigingen vinden dat er nieuwe studies zouden moeten worden uitgevoerd door onafhankelijke deskundigen.

08.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik zal u de documenten bezorgen waarover ik beschik en ik heb u een brief geschreven waarin ik u meer informatie geef.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het toenemend aantal dieren die omkomen bij stalbranden" (nr. 3840)**

09.01 **Rita De Bont** (VB): Op 1 april kwamen in Diksmuide 1.200 varkens om bij een stalbrand en dat waren niet de eerste. In stallen zijn er gewoonlijk geen brandblussers, geen sprenkelinstallaties, geen rookmelders, geen nooduitgangen en ook geen brandcompartimenten. De veehouders kunnen wellicht op de verzekering rekenen, maar met dierenwelzijn wordt weinig rekening gehouden.

Is de minister van mening dat bedrijven die met levende wezens werken, veiligheidsmaatregelen moeten opgelegd worden, eventueel verplicht of beloond door de verzekeraars?

Welke veiligheidsmaatregelen of aanbevelingen bestaan er momenteel voor landbouwbedrijven en stallen? Zijn ze voldoende en worden ze nageleefd? Wordt er gecontroleerd? Is er overleg met de brandweer? Welke maatregelen zou de minister buiten lopende zaken overwegen?

09.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Dergelijke branden zijn tragisch. Sinds 2009 moet het advies van de brandweer worden ingewonnen bij de bouw van stallen. In principe gelden voor stallen de voorschriften die voor industriële gebouwen van toepassing zijn.

Ik heb geen kennis van instructies voor de brandweer. Ik heb evenmin informatie over eventuele controles op brandveiligheid in bestaande stallen. Aangezien brandveiligheidsvoorschriften niet in de dierenwelzijnwet zijn vermeld, worden zij niet opgenomen in de controles op het dierenwelzijn.

Om in te schatten of er bijkomende brandveiligheidsvoorschriften nodig zijn voor gebouwen waarin dieren worden gehouden, zijn concrete gegevens over de omvang van het probleem nodig. Die heb ik niet, omdat het over een bevoegdheid van de minister van Binnenlandse Zaken gaat.

09.03 **Rita De Bont** (VB): De ene minister verwijst naar de andere, maar de essentie is dat er geen andere voorschriften zijn voor een stapelplaats met wc-rollen dan voor een stal met massa's dieren. Dat moet veranderen.

09.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Niet mijn departement, maar wel het departement Binnenlandse Zaken is bevoegd voor de aanscherping van de wetgeving betreffende de brandveiligheidsnormen.

09.05 **Rita De Bont** (VB): Binnenlandse Zaken moet dan actie ondernemen.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Franco Seminara aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het toenemend aantal overtredingen van de wet betreffende het dierenwelzijn" (nr. 3810)**

10.01 Franco Seminara (PS): Het aantal inbreuken op de regelgeving inzake het dierenwelzijn is in 2010 hand over hand toegenomen. Het aantal klachten over wetsovertredingen is de jongste vijf jaar verdrievoudigd. Het aantal verwaarloosde dieren dat door de dienst Dierenwelzijn in beslag moest worden genomen, is nog verder gestegen (van 143 dieren in 2005 naar 2.495 dieren in 2010). Volgens het hoofd van de dienst Dierenwelzijn van de FOD Volksgezondheid zijn er twee mogelijke oorzaken voor die sterke toename. In de eerste plaats is de dienst beter bekend geraakt bij het grote publiek. Daarnaast kampen veel eigenaars van dieren met financiële en sociale problemen ten gevolge van de crisis.

Hebt u kennis genomen van de cijfers die door uw diensten werden opgetekend? Onderschrijft u de verklaring voor de sterke toename van het aantal klachten?

Weke afschrikkingsmiddelen worden er ingezet wanneer er een inbreuk op de wet betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wordt vastgesteld? Hoe wordt de bevolking gesensibiliseerd voor deze problematiek?

10.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik ben ervan overtuigd dat deze stijging ten dele te wijten is aan de groeiende bekendheid van de inspectiedienst Dierenwelzijn. In 2003 telde deze dienst drie Nederlandstalige en twee Franstalige inspecteurs-dierenartsen. Momenteel werken er acht inspecteurs-dierenartsen in de buitendienst in Vlaanderen en zeven in Wallonië en Brussel.

De vele dierenbeschermingsorganisaties moedigen de mensen aan om klacht in te dienen bij buurtoverlast en lawaai- of geurhinder.

Sommige eigenaren hebben de kosten verbonden aan het houden van hun dieren misschien onderschat. Door de lage prijzen zijn de fokkers gedwongen een toenemend aantal dieren te houden. In de bedrijven die niet gemoderniseerd werden, of wanneer de fokker ziek valt, worden de dieren niet meer goed verzorgd.

Wanneer er een overtreding wordt vastgesteld, kan de inspecteur een waarschuwing geven of een proces-verbaal opmaken, waarin hij maatregelen kan opleggen om het welzijn van dieren te verbeteren. Een proces-verbaal geeft aanleiding tot het opleggen van een administratieve boete.

De opgelegde maatregelen zijn bedoeld om een einde te maken aan de overtreding (een opleiding volgen in een hondenschool, het aantal dieren beperken, enz.). De niet-naleving van deze maatregelen wordt bij wet bestraft.

In gevallen van grove nalatigheid of mishandeling waarbij het leven van het dier in gevaar wordt gebracht, mag de inspecteur deze dieren onmiddellijk in beslag nemen of in hopeloze gevallen euthanasie plegen.

De in beslag genomen dieren kunnen onder bepaalde voorwaarden worden teruggegeven. Dieren zonder economische waarde worden echter vaak in volle eigendom aan een erkend asiel geschonken.

Wanneer het om dieren met een economische waarde gaat, krijgt de overtreder-eigenaar gewoonlijk de gelegenheid om zijn dieren onmiddellijk te verkopen zodat er zo snel mogelijk een eind komt aan het dierenleed. Volgens de wet kunnen de dieren ook worden verkocht door de overheid.

De politie beschikt over dezelfde bevoegdheden inzake dierenwelzijn als de inspecteurs van de inspectiedienst Dierenwelzijn.

De vraag rijst of het op zich verkeerd is dat er gemakkelijker een klacht kan worden ingediend.

De nodige stappen worden gedaan om de bevolking te sensibiliseren en te informeren.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.21 uur.